

Dans sa dernière analyse, l'OAG craint une escalade vers la violence au Burundi

Arrib News, 28/11/2010 BURUNDI : Après les élections de 2010, le choix entre sortir ou entrer dans la crise - Tendances trois mois après la mise en place des institutions Bujumbura, 26 novembre 2010 [â€] Elections de 2010 : tensions et régression démocratique Avec les élections de 2010, le Burundi se trouve à la croisée des chemins. Le déroulement et l'issue des élections étaient essentiels pour déterminer la direction dans laquelle le Burundi allait évoluer. Grosso modo deux scénarii étaient possibles. Premièrement, réussir les élections sans violence avec des résultats reconnus par la majorité des principaux acteurs clés et évoluer ainsi vers la consolidation de la paix et de la démocratie et le développement. Deuxièmement, comme cela semble être le cas, organiser des élections sur fond de tensions et de suspicions, aboutissant à des résultats contestés. Cette alternative ouvre nécessairement la voie à l'incertitude et ex le pays à de forts risques de régression de la stabilité et de la démocratie.

Dans ce dernier scénario, le Burundi pourrait se retrouver dans un engrenage qui touche les pays sortant d'une guerre. Ceux-ci ont 50% de chances de replonger dans un conflit au cours des cinq années suivant les hostilités. Jusqu'à présent, malgré de nombreux appels vers une solution pacifique au contentieux des contestations des résultats des communales, les partenaires politiques n'ont pas été capables d'accorder les violons pour organiser un cadre de dialogue. A la place, c'est un dialogue de sourds qui s'est plutôt engagé renforçant la détermination de chaque camp sur ses positions, laissant la confrontation comme étant la seule issue possible. Dans ce cadre, les partis d'opposition regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, ont dénoncé énergiquement ce qu'ils qualifient de « fraude » ou de « hold up » électoral, demandant l'annulation et la reprise des élections communales ainsi que l'organisation d'un dialogue entre tous les protagonistes. De son côté, le parti gagnant, le CNDD-FDD, conforté par sa nette victoire et les constats de la plupart des observateurs, dont l'essentiel des conclusions est que les élections ont été plutôt régulières opposant une fin de non recevoir aux sollicitations de dialogue. Parfois, le flou était sciemment entretenu entre le dialogue demandé et d'éventuelles négociations, pour mieux rejeter cette demande aux contours qualifiés d'imprécis, ce qui pouvait viser que la remise en cause de la volonté du peuple et donc de la démocratie. Après les élections communales, l'appel au boycott des scrutins suivants a fait monter la tension autour de l'enjeu de la participation, auquel s'ajoutent les risques de blocage surtout dans la mise en place de institutions surtout communales. Ces facteurs ont contribué à aggraver les tensions entre le parti au pouvoir, considéré grand gagnant des élections et les partis d'opposition. Pour contenir cette fronde grandissante, le pouvoir a pris l'option de la répression, avec le verrouillage de l'espace démocratique, le harcèlement, les menaces, voire l'emprisonnement des opposants politiques et une aversion contre de toute voix discordante, quelle soit de l'opposition politique, de la société civile ou des médias. Ce climat a provoqué la fuite vers l'étranger de presque tous les ténors de l'opposition et la montée de l'insécurité sur une bonne partie du territoire, avec de nombreux cas de tueries et d'exécutions extrajudiciaires. Ce mouvement important d'opposants politiques, comprenant des anciens combattants surtout des FNL, a renforcé les craintes de la résurgence d'une nouvelle guerre, certains parlant de « gestation d'une nouvelle rébellion », alors que du côté officiel, la thèse retenue est celle de « bandits armés ». En effet selon le Président de la République Pierre Nkurunziza, « il n'y a pas de rébellion en cours », précisant que « les arrestations en cours ne concernaient que les malfaiteurs et non les combattants d'une éventuelle rébellion ». C'est vraisemblablement cette conviction qui a poussé le Président de la République à l'indifférence face aux appels au dialogue, lancés par différents acteurs nationaux et internationaux. Parmi les trois scénarios envisagés pour le Burundi, par l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS), basé en Afrique du Sud, aucun n'est optimiste. Le premier scénario envisage la possibilité de désobéissance civile, à l'aune du niveau de frustration due aux élections communales, le pire des cas étant la résurgence d'une rébellion armée organisée par les partis de l'opposition. Le deuxième scénario envisagé est celui du statu quo, caractérisé par une régression démocratique, violations des droits de l'homme et la restriction des libertés surtout à l'encontre des organisations de la société civile, cela aggravé par l'incapacité du parlement, dominé par le parti au pouvoir, de jouer son rôle de contrôle de l'action gouvernementale. Le dernier scénario est celui d'une violence graduelle qui peut évoluer vers une violence à grande échelle provoquée par une alliance de contents du système avec de possibles soutiens régionaux. Ces futurs scénarios possibles présentés par les trois scénarios, ne sont pas nécessairement cloisonnés, ils peuvent constituer un scénario unique caractérisé par des paliers, marqués par une progression temporelle d'une situation vers une autre. [â€] Lire l'intégralité de l'Analyse